



VERS UN MODELE GLOBAL DU TRAVAIL DECENT ET DE L'EFFICACITE DU DEVELOPPEMENT

**POSITIONS ET MESSAGES DES SYNDICATS POUR LE QUATRIEME FORUM DE
HAUT NIVEAU SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE DE BUSAN – NOVEMBRE 2011**

RESUME

VERSION REVISEE

Malgré certaines avancées dans la promotion de l'agenda de l'efficacité de l'aide en faveur des résultats de développement, les syndicats considèrent qu'il reste beaucoup à faire, afin de faire avancer les processus de la Déclaration de Paris/du Programme d'action d'Accra de manière significative en termes de réalisation de l'efficacité du développement.

Compte tenu des lacunes du modèle néolibéral qui a dominé l'élaboration des politiques de développement et provoqué une pauvreté chronique et un énorme déficit de travail décent, les syndicats appellent à un modèle de développement plus global axé sur l'efficacité du développement et non sur l'efficacité de l'aide.

Les syndicats définissent l'efficacité du développement comme l'obtention de résultats sociaux positifs en termes de travail décent, de protection sociale, de dialogue social, de respect des droits humains et syndicaux, d'égalité entre hommes et femmes, de durabilité environnementale, ainsi que les conditions de vie décentes et le bien-être pour tous.

*Afin de réaliser l'efficacité du développement, les syndicats appellent à l'adoption, par le quatrième Forum de haut niveau, d'une **Déclaration de Busan sur l'efficacité du développement** visant trois objectifs principaux :*

- I) réaliser l'efficacité du développement,*
- II) honorer les engagements relatifs à l'efficacité de l'aide, et*
- III) soutenir les syndicats et les OSC en tant qu'acteurs du développement à part entière*

I. Réaliser l'efficacité du développement

L'Agenda du travail décent doit être au cœur de l'efficacité du développement et du nouveau modèle de développement en raison de sa capacité à produire une croissance autonome. Le Travail décent doit être un objectif explicite des politiques d'aide et de développement. Il convient également d'identifier des initiatives qui seront soutenues par les pays donateurs et partenaires pour chacun des quatre piliers de l'Agenda du travail décent :

1. **Création d'emplois** – soutien des programmes et appui budgétaire direct en faveur des politiques de croissance axées sur l'emploi et visant à stimuler la base productive des économies locales et à cibler en particulier les femmes et les hommes travaillant dans les secteurs informels et non protégés, ainsi que les jeunes travailleurs. Appui budgétaire pour le renforcement des politiques actives du marché du travail, de la législation du travail et des inspections du travail dans le but de promouvoir l'Agenda du travail décent au niveau national.
2. **Normes fondamentales du travail** – conformément aux normes du travail convenues à l'échelle internationale et dans l'intérêt d'un développement équitable, durable et inclusif, le droit à la liberté syndicale des syndicats œuvrant à la défense du bien-être des travailleurs devrait être respecté.
3. **Dialogue social** - conformément aux normes du travail convenues à l'échelle internationale, les syndicats doivent être reconnus comme partenaires sociaux légitimes dans la formulation des politiques de développement et du marché du travail aux niveaux national et sectoriel et dans les négociations collectives au niveau de l'entreprise.
4. **Protection sociale** - l'Initiative en faveur d'une protection sociale minimale devrait être soutenue par les pays partenaires et devrait bénéficier du financement multilatéral et bilatéral nécessaire de la part des donateurs. Elle devrait tenir compte de l'égalité entre hommes et femmes et avoir pour objectif de fournir aux citoyens des services sociaux essentiels et l'aide aux revenus afin de lutter contre la pauvreté.

Durabilité environnementale. Conformément à l'objectif de durabilité environnementale, les investissements publics et privés devraient être utilisés dans le but de promouvoir la transformation des secteurs industriels et l'écologisation des activités économiques tout en créant un environnement favorable aux emplois verts et décents et en intégrant des mesures de « transition juste » visant à protéger les plus vulnérables et à former et à assurer la reconversion des travailleurs dans la nouvelle économie à faibles émissions de carbone. L'aide et le financement climatique devraient être affectés à la création de nouvelles industries dynamiques des biens et services environnementaux en accordant la priorité au recours à l'expertise locale et autochtone, au transfert technologique et au développement des ressources humaines pour le développement durable et à l'ouverture du commerce des produits et services verts provenant des pays en développement dans les conditions de commerce équitable ainsi qu'au respect des normes fondamentales du travail.

II. Honorer les engagements relatifs à l'efficacité de l'aide

1. **Appropriation démocratique** - L'appropriation démocratique des stratégies de développement par les citoyens, à travers des institutions démocratiques (parlements nationaux, autorités locales, syndicats et organisations de la société civile), doit constituer le principal instrument pour réaliser une gouvernance efficace du développement. Le respect des principes fondamentaux de liberté syndicale et de liberté de réunion, énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les Conventions n°87 et 98 de l'OIT, est une condition préalable à la création d'un environnement favorable à l'appropriation démocratique des processus de développement.
2. **Mettre fin aux conditionnalités politiques** - Les pays donateurs et partenaires doivent adhérer aux engagements convenus à l'échelle internationale et aux normes multilatérales/mondiales dans les domaines des droits humains, des droits du travail, des droits des femmes et de la durabilité environnementale, se conformer aux obligations relevant des organismes conventionnels multilatéraux compétents et assumer leurs responsabilités fiduciaires. Toutefois, les pays donateurs ne devraient pas imposer de conditionnalités économiques et politiques aux pays partenaires. Celles-ci enfreignent les principes d'appropriation nationale et démocratique, restreignent l'espace politique et remettent en cause le rôle des gouvernements dans la fourniture des services publics.
3. **Responsabilité mutuelle** - Les pays donateurs et partenaires devraient être **mutuellement responsables** des accords multilatéraux conclus en matière d'aide. Ils devraient établir des mécanismes d'information permettant de tenir les parties prenantes informées de tous les aspects importants des modalités, des accords et de l'affectation de l'aide. Un mécanisme global d'information permettant la divulgation complète et publique des informations relevant des systèmes des donateurs et des systèmes nationaux devrait être mis en place et inclure des évaluations par les pairs ouvertes et transparentes afin de garantir le respect mutuel et systématique des principes de la Déclaration de Paris/du Programme d'action d'Accra et d'éliminer toutes les pratiques de corruption et de mauvaise gouvernance.
4. **Déliement de l'aide et rôle du secteur privé** - Il convient de procéder au déliement de l'aide et de privilégier clairement les achats locaux créateurs d'emplois afin de promouvoir l'emploi et le travail décent. Les conditions de l'engagement du secteur privé dans la coopération au développement devraient être clairement définies. Les critères d'attribution des contrats devraient inclure l'engagement vis-à-vis des objectifs du travail décent, le respect des normes fondamentales du travail, l'accent sur les résultats du développement favorables aux pauvres, la durabilité environnementale et l'égalité entre hommes et femmes. Les processus de sélection pour l'attribution des contrats devraient être transparents et participatifs, impliquer les représentants syndicaux et d'autres parties prenantes, prévoir le suivi et l'évaluation et inclure des mesures visant à lutter contre toutes les pratiques de corruption et contraires à l'éthique. Des instruments qui ont fait leurs preuves et intègrent ces indicateurs existent déjà, comme la Déclaration tripartite de l'OIT sur les entreprises

multinationales et la politique sociale et la Déclaration de l'OCDE sur les entreprises multinationales. Ces instruments devraient être systématiquement mis en œuvre.

5. **Gestion axée sur les résultats** - La gestion axée sur les résultats implique, entre autres, de mesurer les progrès liés à l'efficacité de développement, en termes de réduction du chômage, des inégalités de revenu et du déficit de travail décent ainsi que de création d'emplois décents, telle que mesurée par les indicateurs de l'OIT relatifs au travail décent, dont les indicateurs ventilés par sexe. Les indicateurs de l'OIT sur le travail décent faciliteront également les évaluations ex ante et ex post de la mise en œuvre des stratégies de travail décent.
6. **Cohérence des politiques** - La cohérence des politiques se réfère à la cohérence et la cohésion entre les politiques d'aide/de développement et les autres politiques et cadres, dans le but de réaliser les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale. Les politiques d'aide et leur mise en œuvre devraient renforcer et, en aucune façon, remettre en cause les objectifs sociaux en faveur du bien-être des populations et des communautés. La cohérence des politiques ne signifie en aucun cas l'instrumentalisation des agendas de l'aide/du développement en faveur des intérêts liés aux aspects commerciaux, aux investissements, à des considérations financières, à la politique extérieure ou à des intérêts militaires.

La Déclaration de Busan sur l'efficacité du développement devrait

- soutenir l'objectif de convergence politique avec les cadres normatifs de l'ONU et de l'OIT concernant :
 - les droits du travail internationaux
 - les droits humains
 - l'égalité hommes et femmes
 - la durabilité environnementale,
- prendre un engagement à assurer la coordination entre le Forum des Nations Unies pour la coopération au développement (FCD) et le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide afin de réaliser la cohérence des politiques.
- s'engager spécifiquement à renforcer la coopération avec l'OIT. Compte tenu de son mandat unique de promouvoir la justice sociale dans tous les domaines de la politique économique et sociale, dont les domaines commercial et financier (Déclaration de l'OIT sur la justice social pour une mondialisation équitable 2008), l'OIT est compétente pour apporter des solutions de développement cohérentes, durables et efficaces.

III. Soutenir les syndicats et les OSC en tant qu'acteurs du développement à part entière

L'existence d'une société civile dynamique, représentative, fondée sur les membres, démocratique, autonome, et capable de servir de contrepoids pour renforcer la responsabilité est

un important facteur de gouvernance de la coopération au développement. Les syndicats ont mené leur propre processus de consultation qui a donné lieu à l'adoption des ***Principes des syndicats relatifs à l'efficacité du développement*** (février 2011). Ceux-ci ont pour objectif de guider les activités des syndicats en matière de coopération au développement, y compris la participation des syndicats dans les processus de la Déclaration de Paris/ du Programme d'action d'Accra. Les syndicats ont également participé à un processus de consultation similaire organisé par le Forum sur l'efficacité du développement des OSC qui a abouti à l'adoption des ***Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC*** (novembre 2010).

Conformément à l'article 20 du Programme d'action d'Accra qui reconnaît la contribution des OSC au développement, la ***Déclaration de Busan sur l'efficacité du développement*** devrait tenir pleinement compte de ces deux ensembles de principes. Ceux-ci devraient respectivement guider les accords de partenariat avec les syndicats et les OSC dans le cadre des processus de la Déclaration de Paris/du Programme d'action d'Accra. L'objectif doit être de garantir un environnement permettant aux syndicats et aux OSC de réaliser pleinement leur potentiel en tant qu'acteurs du développement à part entière, sur la base de l'autonomie de ces organisations, telle que garantie par les normes convenues à l'échelle internationale en matière de liberté syndicale.